

10. JULI 1978 * 1 5 10

dodis.ch/50176



b r u x e l l e s

9.7.78

18.25 h

00188 hhhhh

bi + distr. generale

priere envoyer copie par courrier a delsocde, tokyo, washington, ambassades dans pays cee, sauf bruxelles et bonn qui le recoivent directement

conseil europeen des 6 et 7 juillet a breme
renseignements recueillis sur place par faillettaz

1. z o n e d e s t a b i l i t e m o n e t a i r e e n e u r o p e : schmidt et giscard avaient deja presente a leurs collegues, au cours dernieres semaines, grandes lignes de leur plan soit par lettres, soit par envoi emissaires (schulmann et clappier), ou encore lors entretiens personnels (rencontre schmidt-andreotti). lynch avait toutefois ete un peu oublie et, dans plusieurs cas, information avait ete assez sommaire et tardive. il y avait donc certaine frustration chez petits pays cee. pays-bas ont cherche, juste avant conseil, a former front commun petits pays pour protester contre procedure utilisee. mais pays contactes par eux ne les ont pas suivis et ils n'ont pas insiste.

discussions sur questions monetaires ont ete longues : environ 4 heures jeudi soir, entre seuls chefs de gouvernement et jenkins,

original envoye a : - bureau integration

copie envoyee a :

- commerce
- delegation suisse pres l'aele, geneve
- represui strasbourg (courrier)
- ambasuisse : - paris (aussi delsocde) - rome - londres - dublin - copenhagen - luxembourg - la haye - tokyo - washington. (par courrier de berne).

e 3 8 4 3 -

10.7.78 1500h. -tct-

Dodis



et 2 heures et demie vendredi matin. schmidt et giscard auraient commence par expliquer leur plan que certains voyaient, semble-t-il, pour premiere fois par ecrit. discussions auraient revetu caractere plus politique que technique. cela expliquerait qu'il y ait, d'apres informations qui ont filtre, tres peu de differences entre annexe qui a ete publiee a fin conseil et que vous connaissez et projet initial franco-allemand. trois questions suivantes auraient ete au centre des debats 1. degre d'engagement a prendre par chefs de gouvernement sur plan dont il s'agit a ce conseil et procedure a suivre dans mois a venir 2. place du serpent dans nouveau systeme et 3. mesures a prendre en faveur des pays a monnaie faible (transferts de ressources) parallelement a mise sur pied du nouveau systeme. ces trois questions apparaissent clairement dans conclusions presidence. un groupe de travail a ete forme dans nuit de jeudi a vendredi pour preparer texte de ces conclusions. etait compose de schulmann, lynch (pour reparer oubli susmentionne et en tant que representant pays a monnaie faible) et jenkins.

rappelle tout d'abord brievement conclusions, puis passerai ensuite a position adoptee par les differents etats membres. chefs de gouvernement se sont engages a examiner plan franco-allemand selon procedure precise : ministres des finances definiront au conseil 24 juillet orientations pour experts de sorte que systeme puisse etre completement elabore jusqu'au 31 octobre. etats membres auront ensuite un mois de reflexion et devraient se determiner de facon ferme au prochain conseil europeen des 4 et 5 decembre a bruxelles. si plan est adopte, sera mis en oeuvre pendant periode experimentale de deux ans au terme de laquelle devrait etre definitivement formalise. est probable qu'approbation parlementaire (notamment revision lois sur banques centrales) sera necessaire dans plupart pays membres. date du 1er janvier 1979 qui a ete avancee, surtout par delegation francaise, pour mise en vigueur du systeme ne doit pas etre prise a la lettre. ne figure pas dans conclusions presidence. pays du serpent ont fait, d'autre part, declaration selon laquelle existence du serpent ne fait pas l'objet de discussions et confirmant que celui-ci sera integralement maintenu. enfin, pays a monnaie faible ont obtenu insertion dans conclusions principe examen parallele moyens propres a renforcer leurs economies.

/

dans un ordre décroissant d'appui a initiative franco-allemande, positions adoptees par chefs de gouvernement peuvent etre caracterisees ainsi : giscard et schmidt, et premier plus que second, auraient nettement pousse leurs collegues a donner deja a ce conseil accord politique a leur plan. auraient aussi clairement fait savoir, des le debut, que ce plan est desormais le seul qui doit etre examine, a l'exclusion de toute autre variante, mais avec toutefois des possibilites d'amendements importants. giscard a donne impression a pays du serpent qu'il souhaitait abandon ce dernier et son remplacement par nouveau systeme aussitot que possible, c'est-a-dire des debut periode experimentale. belgique, pays-bas et danemark auraient insiste au contraire pour que serpent soit maintenu au moins aussi longtemps que nouveau systeme n'aura pas donne preuve absolue de son efficacite et du fait qu'il doit etre aussi strict que serpent. dans une premiere version de l'annexe qui a ete publiee, etait dit : "the snake will remain fully intact until such time as the new system is operating". cette phrase a ete supprimee et remplacee par declaration pays du serpent deja mentionnee. un certain flou demeure sur sort du serpent dans nouveau systeme, specialement a son debut. ce point devra etre clarifie par orientations ministres des finances. schmidt, qui s'est associe a declaration des pays du serpent, aurait eu, a cet egard, attitude moins nette que ses collegues. mais independamment de cette question, d'ailleurs tres delicate, chefs de gouvernement des pays du serpent ont eu reactions un peu differentes face a initiative franco-allemande. tindemans, thorn et jorgensen ont donne ferme appui a cette initiative. tindemans aurait joue role actif et aurait cherche a rallier le plus possible de monde autour plan franco-allemand a certains moments de la discussion ou giscard et schmidt, vu reticence de plusieurs participants, couraient risque d'etre isoles. thorn et jorgensen auraient emboite le pas. on sait que pour danois, ce qui compte le plus, ce n'est pas tant telle ou telle formule technique, mais fait qu'un systeme de change efficace et le plus vaste possible soit mis sur pied. en revanche, van agt s'est montre plus reserve. n'etait deja pas content, comme on la vu, procedure suivie par les deux grands. estimait d'autre part qu'il n'appartenait pas a chefs de gouvernement prendre d'emblee decision

sur problemes aussi techniques sans aide de leurs experts (ministres des finances et banquiers centraux n'etaient pas presents, mais plupart des chefs de gouvernement avaient amene des specialistes). pays-bas auraient par ailleurs des objections sur la substance : plan giscard-schmidt ne contiendrait pas, selon eux, assez de garanties en ce qui concerne discipline economique comme contrepartie a extension des facilites de credits. fait que plan prevoie aussi des depots de monnaie nationale dans fonds monetaire comporterait danger d'inflation. neanmoins, dans cas pays-bas, semble s'agir de reserves plutot techniques que sur idee de base initiative franco-allemande. voila pourquoi giscard a pu declarer, a l'issue conseil, que pays-bas avaient donne leur appui de principe. irlande est dans meme situation. lynch a accorde son appui de principe, mais avec des reserves. craint, comme autres pays a monnaie faible, que plus grande cohesion monetaire profitera davantage a pays riches qu'a pays pauvres communautaire. demande donc, pour appuyer mesures monetaires, des transferts de ressources. a noter que lors briefing final, a un journaliste qui lui demandait si on pouvait concevoir participation irlande au systeme sans celle royaume-uni, lynch a repondu, a surprise ses collaborateurs, qu'une telle question etait prematuree, mais qu'irlande etait en principe libre conclure autres arrangements monetaires que ceux qui la lient actuellement au royaume-uni.

comme fallait s'y attendre, italie et, plus encore, royaume-uni ont pose de loin les plus grands problemes. andreotti et callaghan ont tous deux cherche a empecher publication plan giscard-schmidt. ont bien souligne qu'ils n'acceptaient que de l'examiner, sans prendre aucun engagement sur le fond et sous reserve qu'il puisse etre amende. mais comparaison entre les deux pays s'arrete la. reticences des italiens proviennent surtout doutes sur capacite leur pays a participer a un systeme contraignant vu etat leur economie et notamment taux d'inflation nettement plus eleve que moyenne communautaire. italie est neanmoins favorable a idee recherche plus grande stabilite monetaire en europe. insiste aussi sur fait qu'aspects monetaires ne doivent pas etre separes du contexte economique general et reclame, comme irlande, transferts de ressources accrus. reserves royaume-uni, sur lesquelles n'est pas besoin de s'etendre, ont

un caractere beaucoup plus fondamental et plus politique. initiative giscard-schmidt met callaghan dans position difficile avant elections. d'apres certains observateurs a breme, semble que premier ministre britannique soit lui-meme legerement plus ouvert a idee cooperation monetaire que ses collaborateurs. cela expliquerait pourquoi a sensiblement durci sa position entre jeudi soir et vendredi matin. differentes delegations etaient donc moins optimistes a fin conseil que jeudi soir, ce qui s'est reflete dans presse. vis-a-vis exterieur, royaume-uni parle, comme irlande et italie, necessite transferts de ressources, fait que plan franco-allemand doit faire objet d'etudes tres approfondies, qu'il faut s'assurer qu'il soit durable, pour ne pas repeter experience facheuse du serpent, et qu'il n'aboutisse pas a limitation croissance economique.

question qui se pose est celle de savoir si giscard et schmidt sont prêts a aller de l'avant sans certains autres etats membres. si allemands sont tres discrets sur ce point, ce qui est normal de la part pays exerçant presidence, semble bien, d'apres declarations d'autres participants, que cette possibilite soit serieusement envisagee. pour giscard, ce qui est essentiel, ce n'est pas tant que tous participent au systeme, mais que celui-ci soit ouvert a tous. pour jenkins, un etat membre ne peut pas pretendre avoir droit de veto sur systeme etc.

est clairement indique dans annexe que pays tiers qui ont des liens economiques et financiers particulierement etroits avec cee peuvent devenir membres associes. neuf paraissent avoir en vue, par cette formule, norvege, suedes, suisse, autriche et, theoriquement aussi, pays candidats a l'adhesion. mosca, directeur general des affaires economiques et financieres a commission, a dit spontanement a mon collaborateur que, d'apres informations dont il dispose, france ne s'opposerait pas cette fois-ci a une association de la suisse. un journaliste a demande a schmidt si, a son avis, fait que suisse et autriche sont pays neutres ne pourrait pas causer des difficultes. reponse du chancelier allemand : 'neutralite ne devrait pas etre un obstacle. n'a pas ete un obstacle pour des organisations monetaires deja existantes. n'a pas empeche non plus une cooperation plus ou moins souple avec serpent'.

en ce qui concerne effets du nouveau systeme europeen sur dollar, schmidt a declare, dans conference de presse, que repercussions sur monnaie americaine seraient positives. nouveau systeme europeen aura plus de poids sur marches des changes. opposera par consequent plus de resistance aux speculateurs qui voudraient vendre du dollar pour monnaies europeennes. fluctuations du dollar devraient s'en trouver "grandement attenees". il ne pense pas non plus que nouveau systeme aura influence directe sur tendances economiques fondamentales (en d'autres termes, qu'il ne s'y opposera pas). a fait savoir que giscard et lui-meme s'etaient entretenus de leur plan avec carter et que celui-ci aurait donne son accord politique de principe. toujours selon lui, fait que dans nouveau systeme des depots sont prevus au fonds europeen sous forme d'or ne signifie pas qu'europeens aient l'intention de definir une nouvelle politique de l'or, differente de celle des usa. ces depots auraient ete prevus pour simple raison que france et italie ont peu de reserves en devises, et beaucoup en or. quant au prix auquel or sera evalue, c'est une question qui doit etre tranchee par experts. schmidt a neanmoins rappele que certains etats membres cee evaluaient leur stock d'or a prix voisin du marche et que rien n'indiquait que ces pays voulaient modifier leur pratique. chancellor allemand a mentionne en outre dans ce contexte credit gage sur l'or accorde il y a quelques annees par rfa a italie.

pour ce qui est importance fonds monetaire envisage, jenkins a fait savoir que si tous pays membres participaient, fonds depasserait 50 milliards de dollars (plus de 25 milliards pour depots d'or et de devises et autant en monnaies nationales).

en conclusion sur ce point, on peut dire que si giscard et schmidt n'ont pas obtenu autant qu'ils le souhaitaient, puisque accord ensemble chefs de gouvernement ne porte, a ce stade, que sur examen de leur plan, n'en reste pas moins que calendrier precis et serre qui a ete fixe, de meme que publicite qui a ete donnee a toute cette affaire, exerceront pression importante sur autres etats membres. convient de relever aussi caractere exceptionnel initiative schmidt

/%

et giscard. il n'y a pas si longtemps, en fait jusqu'à copenhague, allemands mettaient toujours économique avant monétaire. étaient aussi hostiles à tout accroissement des crédits et à renforcement du fecom. il y a donc eu une évolution considérable au moins au niveau du chancelier. mais cette initiative comporte aussi des risques non négligeables sur plan politique interne (transferts de ressources), sur plan communautaire (danger d'un conflit sérieux avec royaume-uni et d'un début d'institutionnalisation de l'europe à deux vitesses), sur plan international (usa confirmeront-ils leur accord de principe, si plan est vraiment mis en oeuvre ?) et, last but not least, sur plan technique. suffit de rappeler ici qu'un système de change multilatéral basé sur une unité panier du type uce n'a encore jamais été essayé. des travaux techniques difficiles doivent encore être faits. faut aussi relever caractère intégrationniste plan franco-allemand. en optant pour uce plutôt que pour taux effectifs et en prévoyant création fonds monétaire européen, schmidt et giscard ont montré qu'ils n'avaient pas seulement en vue stabilité monétaire, mais aussi progrès sur voie intégration. prénoms ont enfin fait preuve, dans cette affaire, d'une détermination que l'on ne voit pas souvent dans communauté, mais non sans froisser en même temps quelques susceptibilités. va sans dire que leur initiative va non seulement forcer autres états membres à faire un choix, mais aussi, si système prend vraiment forme, pays européens extérieurs à cee.

2. a c t i o n c o n c e r t e e d e r e l a n c e
e c o n o m i q u e : ce point est passé nettement au second plan. chefs de gouvernement disposaient des principes généraux sur action concertée qui avaient été examinés par ministres des finances et de propositions commission plus concrètes sur marges de manœuvre des états membres. conseil européen a retenu principe action concertée qui figure dans conclusions présidence en termes généraux, sans indications chiffrées. propositions concrètes commission sur marges de manœuvre ont été contestées par rfa et, dans une certaine mesure, par pays-bas, mais non pas par autres pays membres. france a même expressément déclaré accepter suggestions commission pour autant qu'autres principaux pays industrialisés,

notamment usa et japon, contribuent a effort collectif. cette declaration ne lui coute en fait pas beaucoup puisqu'elle devrait a peu pres atteindre objectifs proposes par commission, meme sans adoption mesures supplementaires (doublement deficit budgetaire 1978).

pour des raisons tactiques, rfa ne dévoilera pas son jeu, quant aux mesures de relance qu'elle pourrait prendre, avant sommet economique de bonn. prochain conseil des ministres des finances, a fin juillet, sera consacre en partie a preparation budgets pour 1979. on devrait mieux pouvoir juger, a ce moment, dans quelle mesure etats membres cee entendent reellement donner un contenu a action concertee.

3. e n e r g i e : conseil europeen a retenu, en prevision sommet economique, trois objectifs suivants pour 1985 : reduction a 50 0/0 taux de dependance energetique communautaire, limitation des importations nettes de petrole (sans indication de chiffres) et reduction a 0,8 du rapport entre taux de progression consommation d'energie et taux de progression production interieure brute. ces differents points etaient en fait deja acquis depuis longtemps. il n'y a eu aucun progres sur autres questions litigieuses, malgre efforts deployes par un groupe de travail ad hoc. britanniques se sont montres, comme aux derniers conseils, intraitables.

4. p a c : a l'initiative italie et avec participation active royaume-uni, conseil europeen a eu assez long debat sur politique agricole commune et necessite d'en freiner les depenses qui absorbent a elles seules 75 0/0 budget communautaire. commission a ete chargee examiner remedes possibles et chefs de gouvernement ont decide reprendre discussion a leur prochaine session. britanniques declaraient volontiers, a l'issue ce debat, que pour premiere fois depuis longtemps, il y avait eu prise de conscience, et cela au niveau le plus haut, gravite situation. d'autres delegations etaient plus sceptiques.

5. c h o m a g e d e s j e u n e s : france ayant assoupli sa position, conseil europeen a pu charger conseil social arreter mesures pour lutter contre chomage des jeunes et a les mettre en vigueur 1er janvier 1979.

6. r e l a t i o n s a v e c p v d : a noter simplement ici remarque schmidt selon laquelle convient d'envisager inclusion cuivre dans stabex.

7. c o o p e r a t i o n p o l i t i q u e : ministres des affaires etrangeres ont fait jeudi declaration sur liban dans laquelle exhortent parties en presence a mettre immediatement fin aux combats, lesquels mettraient en danger non seulement existence du liban, mais aussi stabilite de toute la region. conclusions presidence contiennent egalement rappel declaration des neuf sur moyen-orient de juin 1977, dont principes sont toujours consideres comme valables. comprennent enfin chapitre sur afrique, sans grande substance, mais ou caractere exclusivement humanitaire des actions francaise et belge au zaire ''limitees sur terrain et dans le temps'' est souligne.

8. p r o g r a m m e d e t r a v a i l p o u r
p r o c h a i n s e m e s t r e : presidence, en accord avec conseil europeen, a l'intention mettre accent pendant six prochains mois sur points suivants : conclusion sur fond negociations d'adhesion avec grece, ouverture negociations avec portugal, preparation negociations avec espagne, preparation zone de stabilite monetaire europeenne, renegotiation convention de lome, questions africaines, conclusion du tokio round, lutte contre chomage des jeunes, questions energetiques et reduction des disequilibres regionaux.

caillat.

suissemiss